



COMMUNE DU TIGNET

Département des Alpes-Maritimes

ENQUÊTE PUBLIQUE RÉVISION GÉNÉRALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Pièce G – Registre d'enquête



AVB

OBJET DE L'ENQUÊTE

Revision générale du Plan local d'urbanisme
de la commune du Tignet.

ARRÊTÉ D'OUVERTURE D'ENQUÊTE

Arrêté n° 44/02/2023 en date du 27 février 2023
de : M. le Maire du Tignet, M. Claude Serra ☐ (1)
de : ☐ (1)

COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Mme Alice Barbier

Président de la

commission d'enquête : M. qualité
Membres titulaires : M. qualité
M. qualité
M. qualité
M. qualité
Membres suppléants : M. qualité
M. qualité
M. qualité
M. qualité

Durée de l'enquête :

Date d'ouverture : 21 mars 2023 Date de clôture : 21 avril 2023
Siège de l'enquête : Mairie du Tignet
Lieux, jours et heures de consultation du dossier d'enquête :
- lundi et mardi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
- mardi, mercredi vendredi de 8h30 à 12h00

CE REGISTRE D'ENQUÊTE (art. R123-13 du code de l'environnement)

comportant : 28 feuillets non mobiles est coté et paraphé par le Commissaire enquêteur
ou un membre de la commission d'enquête est destiné à recevoir les observations du public ; ces dernières peuvent aussi
être adressées par correspondance au nom du Commissaire enquêteur ou du Président de la commission d'enquête
à M. le Maire;

RÉCEPTION DU PUBLIC (art. R123-13 du code de l'environnement)

- Le Commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête recevra le public :
le mardi 21 mars de 10 heure 00 à 12 heure 00
le samedi 1^{er} avril et de 13 heure 30 à 17 heure 00
le vendredi 21 avril de heure à heure
le de heure à heure

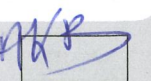
- Le Commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête recevra le public

à (2)
le de heure à heure
le de heure à heure
le de heure à heure
le de heure à heure
le de heure à heure

- Une réunion publique a été, n'a pas été (3) organisée par le Commissaire enquêteur ou un membre de la
commission d'enquête.

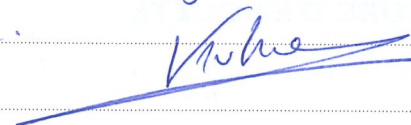
Le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ou du Président de la commission d'enquête sont tenus à
la disposition du public dès leur réception dans chacune des mairies où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de
chaque département concerné.

(1) Cocher la case correspondante et indiquer l'autorité qui a pris l'arrêté relatif à l'enquête publique.
(2) Indiquer autre lieu de réception du public (Mairie de).
(3) Rayer la mention inutile.



OBSERVATIONS DU PUBLIC

21/3/23 - 10h00. J'atteste que l'enquête publique a été ouverte ce jour à 10h00, et ce registre et le dossier mis à disposition du public.

 A. KUMAIE - BARBIER
Commissaire -

1/04/23 :

nous sommes propriétaires de la parcelle n° B 360 359 2454 gauxtant. La zone U.P.

notre terrain est desservi en Eau et électricité et Route communale nous demandons que une partie Sois intégrée dans la zone U.P (environ 1500 m²) afin de construire une maison. ce terrain a été dans le passé constructible.

MARTIN MAX

Martin Palicot

01/04/23 Propriétaire de la parcelle B2422 situè ch de l'Agrènas, j'ai été consulté par la mairie, dans le cadre de ma profession d'hydrogéologue, pour une étude de sol hydrogéologique sur leur terrain B2709 qu'il destine à la vente pour une construction (voir mail du 21/07/22 en annexe 1). Mon terrain était régulièrement inondé, ainsi que ceux de voisins, lors de fortes pluies.

Il y a plusieurs années, la mairie avait donc réalisé des aménagements sur le terrain communal B2709 pour le transformer en bassin naturel de rétention d'eaux pluviales. Cette parcelle constitue l'exutoire naturel d'une très grande partie du bassin versant du ch de l'Agrènas. J'ai informé le sce d'urbanisme des risques d'inondations pour les propriétés situées en aval de ce terrain, s'il venait à ne plus avoir la fonction d'exutoire, compte tenu de la multiplication des épisodes orageux.

Thierry ROTÉO

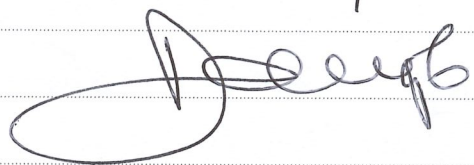
J'espérerais que soit assoupli la réglementation dans la zone de préservation des côtes paysagères indiquant que les éventuelles constructions autorisées ne le seraient qu'à condition de ne pas gêner la démolition de plusieurs restanques et non pas d'une restanque, beaucoup trop restrictif et de même de préciser l'autorisation de retirer les arbres/oliviers végétaux ce qui est le cas sur ma parcelle A4059.

Séverine DAUDIVO

Propriétaire de la Parcelle A50 situè au 205 chemin de l'ament sur laquelle est prévu un emplacement réservé pour la construction d'un réservoir. La construction de ce réservoir est situè dans un site qui vaut aux environs remarquables afin de préserver la beauté du lieu, les restanques et les oliviers. De tout pour ne pas détruire le paysage. Ce réservoir va entraîner la destruction de 8 restanques et l'enlèvement d'environ 20 oliviers. Ne serait-il pas opportun pour préserver le Site de réaliser ce réservoir sur des parcelles non classées.

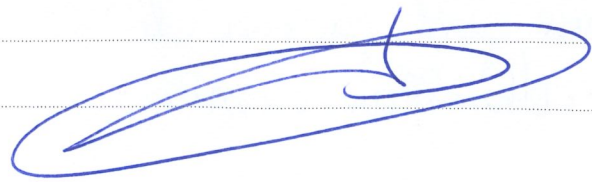
Il existe dans le périmètre des tenues plus plates nécessitant moins de dépenses publiques (tenues, arbris etc).
Pouvant respecter le cahier des charges du Rénov' urbain envisagé.

Nous le Maire ayant indigné à de nombreuses reprises que ce réservoir serait enterré pour ne pas dénaturer le Site. Nous souhaiterions si vous maintenez l'emplacement réservé sur notre propriété que ce point (Réservoir ENTERRÉ) soit porté précisément dans le nouveau PLU. Conformément aux propos de Monsieur le Maire. le 1/04/2023 REGS ADP/RENT
Séu LA PETITE OSCANE



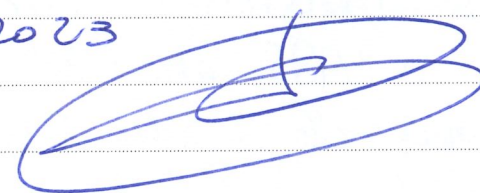
Je soussigné M^e BALAZON François (ancien Maire) porte au Registre d'avis mon observation sur la création d'une aire de loisirs sur le terrain de l'ancienne déchèterie à l'Apré du poisson.
Je m'oppose à cette idée grand ou connaît le sous sol complètement pollué du site.
Ce projet va à l'encontre de la santé des populations et surtout des enfants.
Je m'associe aux remarques répétées de la DDTM. C'est inconséquent de prévoir de faire jouer des enfants et autres personnes dessus.

Fait le 1 Avril 2023



Je soussigné M^e BALAZON François (ancien Maire) porte au registre le fait que contrairement à la réglementation sur les PLU, le parking de covoiturage prévu au PADD ne trouve aucune transcription concrète sur le PLU. Ceci est considéré comme contraire aux règles et susceptible de casser la Procédure du PLU.

Compte tenu des nuisances pour les riverains il me semble très important de pouvoir constater cette future implantation sur le zonage le fait de ne pas l'avoir fait passer sur la procédure en cours un risque d'annulation.
fait le 1 Avril 2023



J'ai soussigné NARTELLO Marc être propriétaire des parcelles n°B 985 et 979, demandé à ce que cette petite zone pavillonnaire reste en zone UC. Car le nouveau PLU qui nous place en zone N, nous interdit toute nouvelle construction alors que nous n'avons que peu d'emprise au sol, sur un terrain de 3870 m². De plus en passant en zone naturelle, le terrain perd toute sa valeur financière.

le 1^{er} avril 2023



J'ai soussigné NARTELLO Marc être propriétaire des parcelles n°B 985 et 979 demandé à ce qu'en zone naturelle (futur PLU), une extension soit possible en fonction du taux d'emprise au sol par rapport au mètre carré du terrain.

le 1^{er} avril 2023



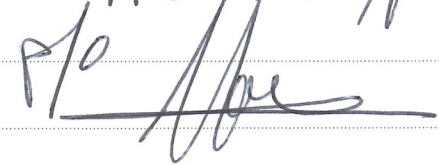
Philippe MACHEREZ - gérant de la socié.
Immobilière Marceau - Place de L'Horloge
06530 Capris, propriétaire d'un terrain issu de
la parcelle cadastrale anciennement B n°1727
Chemin du Fuyet 06530 Le Tignet (B 3009
d'une superficie de 5.639 m²). souhaite
implanter une maison au nord de ma
parcelle, en continuité avec la zone Up1 -
Le 1^{er} Avril 2023



le 19 Avril 2023

DIRE de l'Association ASPIC domiciliée
15 Chemin des Sugnet à S. piécède
de 17 pages comprenant illustration et annexes
déposé ce jour sur le registre papier et par
voie électronique

Klaus TROSMER, président



le 21 avril 2023

- le canal n'apparaît pas comme axe de
randonnée pédestre et comme infrastructure stratégique
d'eau potable sur le plan zonage.

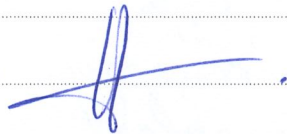
- la DUB portant le périmètre rapproché de
protection de la prise d'eau des Neyans n'apparaît
pas sur le plan zonage.

Jean-Marc SERREAU Président de
l'Association de Sauvegarde de la Saigne et de son Canal
(ASSC)

N. Le 21/04/2023.

Je viens par la présente solliciter votre bienveillance
pour demander ^{que} la parcelle B1426 et 1493
soient requalifiées en zone constructible.
à l'occasion de la révision du PLU,
sachant qu'une dalle est présente
sur la parcelle.

Cordialement,

Madame Guérin. 

Le délai d'enquête étant expiré,

je, soussigné(e)

Mme KUHNÉ BARBIER Alice

déclare clos

le(s) présent(s) registre(s) qui a (ont) été mis à la disposition du public du

21 Mars 2023 à 10H

au

21 Avril 2023 17H.

Les observations consignées au(x) registre(s) sont au nombre de

27

de la page n°

2

à la page n°

8

En outre, j'ai reçu

15

lettres, notes écrites ou courriels qui sont annexés au(x) présent(s) registre(s).

Le(s) présent(s) registre(s) ainsi que les

guide (15)

pièces qui y sont annexées et le dossier

d'enquête ont été remis ou ont été adressés par mes soins le

21 Avril 2023

à M

Mme BARBIER KUHNÉ

A

Le Tignet

, le

21 Avril 2023

Signature

Kuhné

EXTRAITS DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

Extraits du Code de l'urbanisme modifié par l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015

Enquête publique et schéma de cohérence territoriale (SCOT)

Article L.143-22 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Le projet de schéma de cohérence territoriale arrêté est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16.

Article L.143-23 du Code de l'urbanisme

(Modifié par Ordonnance n°2020-744 du 17 juin 2020 - art. 5)

A l'issue de l'enquête publique, le schéma de cohérence territoriale, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par l'organe délibérant de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16.

Le schéma de cohérence territoriale approuvé est tenu à la disposition du public.

Conformément à l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020, ces dispositions entrent en vigueur le 1er avril 2021.

Article L.143-33 du code de l'urbanisme

(Modifié par Ordonnance n°2020-744 du 17 juin 2020 - art. 5)

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 qui établit le projet de modification.

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public, le président de l'établissement public notifie le projet de modification à l'autorité administrative compétente de l'Etat et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-8. Lorsque le projet de modification prévoit la création d'une ou plusieurs unités touristiques nouvelles, il est également soumis aux avis prévus au 6° de l'article L. 143-20.

Conformément à l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020, ces dispositions entrent en vigueur le 1er avril 2021. Se reporter aux conditions d'application prévues au même article 7.

Article L.143-34 (en vigueur au 01/01/2016)

(Modifié par Ordonnance n°2020-744 du 17 juin 2020 - art. 5)

Lorsque le projet de modification porte sur des dispositions prises en application des articles L. 141-4, L. 141-5, L. 141-6, L. 141-7, L. 141-11, L. 141-12 et L. 141-13, il est soumis à enquête publique par le président de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16.

L'enquête publique est réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Lorsque la modification ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

Les avis des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-8 sont joints au dossier d'enquête publique.

Conformément à l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020, ces dispositions entrent en vigueur le 1er avril 2021.

Article L.143-35 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16.

Article L.143-36 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

L'acte modifiant le schéma de cohérence territoriale devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 143-24 à L. 143-26.

Article L.143-43 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

La mise en compatibilité du schéma fait l'objet d'un examen conjoint de l'État, de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-8.

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par l'autorité administrative compétente de l'État.

Lorsque le projet de mise en compatibilité ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique.

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 émet un avis sur le projet de mise en compatibilité. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois.

La proposition de mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral et devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

Article L.143-44 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du schéma qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du schéma ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'État, de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-8.

Article L.143-45 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Lorsque la mise en compatibilité du schéma est nécessaire pour permettre la création d'une ou plusieurs unités touristiques nouvelles, les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du schéma sont soumises aux avis prévus par décret en Conseil d'État.

Article L.143-46 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par l'autorité administrative compétente de l'État ;

a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;

b) Lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'État ou une personne publique autre que l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 ;

c) Lorsque la procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'État ou une personne publique autre que l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 ;

2° Par le président de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 dans les autres cas.

Lorsque le projet de mise en compatibilité ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique.

Article L.143-47 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée, le schéma de cohérence territoriale ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité.

Article L.143-48 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 :

1° Émet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'État ou lorsque la procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'État. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;

2° Décide la mise en compatibilité du schéma dans les autres cas.

Article L.143-49 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

La proposition de mise en compatibilité du schéma éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;

2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'État ou l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 ;

3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'État ;

4° Par délibération de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 dans les autres cas. A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par l'autorité administrative compétente de l'État.

Enquête publique et plan local d'urbanisme (PLU)

Article L.153-19 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Le projet de plan local d'urbanisme arrêté est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire.

Article L.153-20 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Lorsque l'enquête concerne une zone d'aménagement concerté, elle vaut enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux prévus dans la zone à condition que le dossier soumis à l'enquête comprenne les pièces requises par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article L.153-21 du code de l'urbanisme (en vigueur depuis le 29/12/2019)

(Modifié par loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 17)

A l'issue de l'enquête, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par :

1° L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire ou de la commission d'enquête aient été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale et, le cas échéant, après que l'avis des communes sur le plan de secteur qui couvre leur territoire a été recueilli ;

2° Le conseil municipal dans le cas prévu au 2° de l'article L. 153-8.

Article L.153-22 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public.

Article L.153-40 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

Article L.153-41 (en vigueur au 29/01/17)

(Modifié par Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 - art. 97 (M))

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

Article L.153-42 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Lorsque la modification d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

Article L.153-43 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du conseil municipal.

Article L.153-44 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

L'acte approuvant une modification devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.

Article L.153-53 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par l'autorité administrative compétente de l'État.

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune émet un avis sur le projet de mise en compatibilité. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois.

La proposition de mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral et devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

Article L.153-54 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'État, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint.

Article L.153-55 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par l'autorité administrative compétente de l'État ;

a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;

b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'État ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'État ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

Article L.153-56 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité.

Article L.153-57 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

1° Émet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'État ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'État. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;

2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.

Article L.153-58 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;

2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'État ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'État ;

4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas. A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.

Enquête publique et carte communale

Article L.163-5 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

La carte communale est soumise à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Article L.163-6 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

A l'issue de l'enquête publique, la carte communale, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvée par le conseil municipal ou par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent.

Article L.163-7 (en vigueur au 01/01/2016)

(Créé par Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art.)

La carte communale est transmise par le maire ou par le président de l'établissement public de coopération intercommunale à l'autorité administrative compétente de l'État. Celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour l'approuver. A l'expiration de ce délai, l'autorité administrative compétente de l'État est réputée avoir approuvé la carte. La carte approuvée est tenue à disposition du public.

Extrait du Code de l'urbanisme modifié par le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015

Article R.153-16

(Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.)

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par un établissement public dépendant de l'État, une collectivité territoriale, un groupement de collectivités ou un établissement public dépendant d'une collectivité, autre que l'établissement public de

coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou la commune, et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsqu'un établissement public dépendant de l'État, une collectivité territoriale, un groupement de collectivités ou un établissement public dépendant d'une collectivité, autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou la commune, a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

La procédure de mise en compatibilité est menée par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou du groupement de collectivités responsable du projet ou, lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant d'une collectivité ou d'un groupement de collectivités, par le président de l'organe délibérant de cette collectivité ou de ce groupement, ou lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant de l'État, par le président du conseil d'administration ou, lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant de l'État, par le président du conseil d'administration.

L'enquête publique est organisée par le préfet.

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis par l'autorité chargée de la procédure à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal, qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête pour approuver la mise en compatibilité du plan.

En l'absence de délibération dans ce délai ou en cas de désaccord, le préfet approuve la mise en compatibilité du plan et notifie sa décision au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au maire dans les deux mois suivant la réception en préfecture de l'ensemble du dossier.

Le préfet notifie à la personne publique qui réalise l'opération la délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune ou la décision qu'il a prise.

Article R.153-17

(créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.)

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par l'État et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsque l'État a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois.

Le préfet adopte par arrêté préfectoral la déclaration de projet au vu de l'ensemble des pièces du dossier. La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

Enquête publique et schéma de cohérence territoriale (SCOT)

Article R.143-9

(créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.)

Le dossier soumis à l'enquête publique est composé des pièces mentionnées à l'article R. 123-8 du code de l'environnement et comprend, en annexe, les différents avis recueillis dans le cadre de la procédure.

Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de l'établissement par le préfet.

Dans le cas mentionné à l'article L. 143-21, la délibération motivée de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale et l'avis du préfet sont joints au dossier de l'enquête publique.

Article R.143-10

(créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.)

Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'examen conjoint des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale prévue par les articles L. 143-43 et L. 143-44, cet examen conjoint a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique, à l'initiative de l'autorité chargée de la procédure.

Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique.

Mise en compatibilité avec une opération d'intérêt général

Article R.143-11 (créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)

Article R.143-12 (créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)

Article R.143-13 (créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)

Enquête publique et Plan local d'urbanisme (PLU)

Article R.153-8

(créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)

Le dossier soumis à l'enquête publique est composé des pièces mentionnées à l'article R. 123-8 du code de l'environnement et comprend, en annexe, les différents avis recueillis dans le cadre de la procédure.

Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune par le préfet.

Article R.153-9

(créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)

L'enquête concernant un plan local d'urbanisme vaut enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions ou expropriations prévues à ce plan à l'intérieur d'une zone d'aménagement concerté lorsque le dossier soumis à l'enquête comprend les pièces mentionnées à l'article R. 112-4 ou à l'article R. 112-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Dans ce cas, l'enquête publique est organisée dans les formes prévues par le chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Article R.153-10

(créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)

L'approbation du plan local d'urbanisme dispense de l'enquête préalable aux classements et déclassements de voies et places publiques communales prévus à ce plan, sous réserve que celui-ci précise la catégorie dans laquelle elles doivent entrer et que ces classements et déclassements figurent parmi les opérations soumises à enquête publique en application de l'article L. 123-2 du code de l'environnement.

Cette dispense n'est applicable aux voiries nationale et départementale que si l'acte d'approbation est accompagné de l'avis conforme, selon le cas, du préfet ou du président du conseil départemental relatif à ce classement ou déclassement.

Article R.153-12

(créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)

Lorsqu'il décide d'engager une procédure de révision en application de l'article L. 153-34, le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire saisit l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal qui délibère sur les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation conformément à l'article L. 103-3.

La délibération qui arrête le projet de révision du plan local d'urbanisme peut simultanément tirer le bilan de la concertation organisée en application de l'article L. 103-6.

L'examen conjoint des personnes publiques associées a lieu, à l'initiative du président de l'établissement public ou du maire, avant l'ouverture de l'enquête publique.

Le projet de révision arrêté, accompagné du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, est soumis à l'enquête publique par le président de l'établissement public ou par le maire.

Article R.153-13

(créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)

Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'examen conjoint des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme prévue par les articles L. 153-49 et L. 153-54, cet examen conjoint a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique, à l'initiative de l'autorité chargée de la procédure.

Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique.

Mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique

Article R.153-14

(Modifié par Décret n°2018-617 du 17 juillet 2018 - art. 5)

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Si ceux-ci ne se sont pas prononcés dans un délai de deux mois, ils sont réputés avoir donné un avis favorable.

Mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration de projet

Article R. 153-15 (créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.)

Article R. 153-16 (créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.)

Article R. 153-17 (créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.)

Abrogation du plan local d'urbanisme

Article R. 153-19

(créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.)

L'abrogation d'un plan local d'urbanisme est prononcée par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou par le conseil municipal après enquête publique menée dans les formes prévues par le chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend un rapport exposant les motifs et les conséquences juridiques de l'abrogation projetée.

Enquête publique et Carte communale

Article R. 163-4

(créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art.)

Le projet de carte communale est soumis à enquête publique par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent.

Le dossier soumis à l'enquête publique est composé des pièces mentionnées à l'article R. 123-8 du code de l'environnement et comprend, en annexe, les différents avis recueillis dans le cadre de la procédure.

Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune par le préfet.

Extraits du code de l'environnement modifié par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (1) par l'Ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 et l'Ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 - art. 3

I - Champ d'application et objet de l'enquête publique

Article L.123-1

(Modifié par Ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 - art. 3)

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.

Article L.123-2

(Modifié par LOI n°2018-1021 du 23 novembre 2018 - art. 6)

I. Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :

1° Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une évaluation environnementale en application de l'article L. 122-1 à l'exception :

- des projets de zone d'aménagement concerté ;

- des projets de caractère temporaire ou de faible importance dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat ;

- des demandes de permis de construire et de permis d'aménager portant sur des projets de travaux, de construction ou d'aménagement donnant lieu à la réalisation d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas effectué par l'autorité environnementale. Les dossiers de demande pour ces permis font l'objet d'une procédure de participation du public par voie électronique selon les modalités prévues à l'article L. 123-19 ;

- des projets d'îles artificielles, d'installations, d'ouvrages et d'installations connexes sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive ;

2° Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification faisant l'objet d'une évaluation environnementale en application des articles L. 122-4 à L. 122-11 du présent code, ou L. 104-1 à L. 104-3 du code de l'urbanisme, pour lesquels une enquête publique est requise en application des législations en vigueur ;

3° Les projets de création d'un parc national, d'un parc naturel marin, les projets de charte d'un parc national ou d'un parc naturel régional, les projets d'inscription ou de classement de sites et les projets de classement en réserve naturelle et de détermination de leur périmètre de protection mentionnés au livre III du présent code ;

4° Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les dispositions particulières qui leur sont applicables à une enquête publique dans les conditions du présent chapitre.

II. Lorsqu'un projet, plan ou programme mentionné au I est subordonné à une autorisation administrative, cette autorisation ne peut résulter que d'une décision explicite.

III. Les travaux ou ouvrages exécutés en vue de prévenir un danger grave et immédiat sont exclus du champ d'application du présent chapitre.

III bis. Sont exclus du champ d'application du présent chapitre afin de tenir compte des impératifs de la défense nationale :

1° Les installations réalisées dans le cadre d'opérations secrètes intéressant la défense nationale ainsi que, le cas échéant, les plans de prévention des risques technologiques relatifs à ces installations ;

2° Les installations et activités nucléaires intéressant la défense mentionnées à l'article L. 1333-15 du code de la défense, sauf lorsqu'il en est disposé autrement par décret en Conseil d'Etat s'agissant des autorisations de rejets d'effluents ;

3° Les aménagements, ouvrages ou travaux protégés par le secret de la défense nationale ;

4° Les aménagements, ouvrages ou travaux intéressant la défense nationale déterminés par décret en Conseil d'Etat, ainsi que l'approbation, la modification ou la révision d'un document d'urbanisme portant exclusivement sur l'un d'eux.

IV. La décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent chapitre n'est pas illégale du seul fait qu'elle aurait dû l'être dans les conditions définies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

V. L'enquête publique s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Son déroulement ainsi que les modalités de sa conduite peuvent être adaptés en conséquence.

II - Procédure et déroulement de l'enquête publique

Article L.123-3

Article L.123-4 (modifié par Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016)

Article L.123-5

Article L.123-6 (modifié par Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016)

Article L.123-7 (modifié par Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016)

Article L.123-8

Article L.123-9 (modifié par Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016)

Article L.123-10 (modifié par Ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017)

Article L.123-11 (modifié par Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016)

Article L.123-12 (modifié par Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016)

Article L.123-13 (modifié par LOI n°2018-148 du 2 mars 2018 - art. 2 (VI))

Article L.123-14 (modifié par LOI n°2018-727 du 10 août 2018 - art. 62)

Article L.123-15 (modifié par Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016)

Article L.123-16 (modifié par LOI n°2018-148 du 2 mars 2018 - art. 2 (VI))

Article L.123-17

Article L.123-18 (modifié par Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016)

Article L.123-19 (modifié par LOI n°2018-727 du 10 août 2018 - art. 57)

Extraits du code de l'environnement modifié par le Décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement (J.O. 30 décembre 2011) et par le Décret n°2015-159 du 11 février 2015

I - Champ d'application de l'enquête publique (section 1 du chapitre III du titre II du livre Ier (partie réglementaire) du code de l'environnement)

Article R.123-1

(Modifié par Décret n°2019-190 du 14 mars 2019 - art. 6)

I. Pour l'application du 1° du I de l'article L. 123-2, font l'objet d'une enquête publique soumises aux prescriptions du présent chapitre les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements soumis de façon systématique à la réalisation d'une étude d'impact en application des II et III de l'article R. 122-2 et ceux qui, à l'issue de l'examen au cas par cas prévu au même article, sont soumis à la réalisation d'une telle étude.

II. Ne sont toutefois pas soumis à l'obligation d'une enquête publique, conformément au troisième alinéa du 1° du I de l'article L. 123-2 :

1° Les créations de zones de mouillages et d'équipements légers, sauf si cette implantation entraîne un changement substantiel d'utilisation du domaine public maritime conformément au décret n° 91-1110 du 22 octobre 1991 relatif aux autorisations d'occupation temporaire concernant les zones de mouillages et d'équipements légers sur le domaine public maritime ;

2° Les demandes d'autorisation temporaire mentionnées à l'article R. 214-23 ;

3° Les demandes d'autorisation d'exploitation temporaire d'une installation classée pour la protection de l'environnement mentionnées à l'article R. 512-37 ;

4° Les demandes d'autorisation de création de courte durée d'une installation nucléaire de base régies par la section 17 du chapitre III du titre IX du livre V ;

5° Les défrichements mentionnés aux articles L. 311-1 et L. 312-1 du code forestier et les premiers boisements soumis à autorisation en application de l'article L. 126-1 du code rural, lorsqu'ils portent sur une superficie inférieure à 10 hectares.

III. En application du III bis de l'article L. 123-2, ne sont pas soumis à enquête publique, afin de tenir compte des impératifs de la défense nationale :

1° Les installations classées pour la protection de l'environnement constituant un élément de l'infrastructure militaire et réalisées dans le cadre d'opérations secrètes intéressant la défense nationale, mentionnées à l'article R. 517-4 ;

2° Les projets de plans de prévention des risques technologiques mentionnés au III de l'article R. 515-50 ;

3° Les opérations, travaux ou activités concernant des installations ou enceintes relevant du ministre de la défense et entrant dans le cadre d'opérations secrètes intéressant la défense nationale, mentionnés au III de l'article R. 181-55 ;

4° Les opérations mentionnées à l'article R. 123-44.

IV. Sauf disposition contraire, les travaux d'entretien, de maintenance et de grosses réparations, quels que soient les ouvrages ou aménagements auxquels ils se rapportent, ne sont pas soumis à la réalisation d'une enquête publique.

Article R.123-2

(modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 3)

Les projets, plans, programmes ou décisions mentionnés à l'article L. 123-2 font l'objet d'une enquête régie par les dispositions du présent chapitre préalablement à l'intervention de la décision en vue de laquelle l'enquête est requise, ou, en l'absence de dispositions prévoyant une telle décision, avant le commencement de la réalisation des projets concernés.

II - Procédure et déroulement de l'enquête publique (section 2 du chapitre III du titre II du livre Ier (partie réglementaire) du code de l'environnement)

Ouverture et organisation de l'enquête :

Article R.123-3

(modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 3)

I. - Lorsque la décision en vue de laquelle l'enquête est requise relève d'une autorité nationale de l'État, sauf disposition particulière, l'ouverture et l'organisation de l'enquête sont assurées par le préfet territorialement compétent.

II. - Lorsque la décision en vue de laquelle l'enquête est requise relève d'un établissement public de l'État comportant des échelons territoriaux dont le préfet de région ou de département est le délégué territorial en vertu de l'article 59-1 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, l'organe exécutif de l'établissement peut déléguer la compétence relative à l'ouverture et à l'organisation de l'enquête à ce préfet.

III. - Lorsque le projet porte sur le territoire de plusieurs communes, départements ou régions, l'enquête peut être ouverte et organisée par une décision conjointe des autorités compétentes pour ouvrir et organiser l'enquête. Dans ce cas, cette décision désigne l'autorité chargée de coordonner l'organisation de l'enquête et d'en centraliser les résultats.

Personnes susceptibles d'exercer les fonctions de commissaire enquêteur :

Article R.123-4 (modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art.4](#))

Désignation du commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête :

Article R.123-5 (modifié par [Décret n°2019-1352 du 12 décembre 2019 - art. 10](#))

Durée de l'enquête :

Article R.123-6

(abrogé par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art.4](#))

Enquête publique unique :

Article R.123-7

(Modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

Lorsqu'en application de l'article L. 123-6 une enquête publique unique est réalisée, l'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage responsable des différents éléments du projet, plan ou programme soumis à enquête et le dossier soumis à enquête publique est établi sous la responsabilité de chacun d'entre eux.

L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique.

L'autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête à chacune des autorités compétentes pour prendre les décisions en vue desquelles l'enquête unique a été organisée, au président du tribunal administratif et au maître d'ouvrage de chaque projet, plan ou programme.

Composition du dossier d'enquête :

Article R.123-8

(Modifié par [Décret n°2019-1352 du 12 décembre 2019 - art. 11](#))

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique, le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4, l'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale ;

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un d'examen au cas par cas par l'autorité environnementale ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance.

L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5."

Organisation de l'enquête :

Article R.123-9 (modifié par [Décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

Jours et heures de l'enquête :

Article R.123-10

(Modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

Les jours et heures, ouvrables ou non, où le public pourra consulter gratuitement l'exemplaire du dossier et présenter ses observations et propositions sont fixés de manière à permettre la participation de la plus grande partie de la population, compte tenu notamment de ses horaires normaux de travail. Ils comprennent au minimum les jours et heures habituels d'ouverture au public de chacun des lieux où est déposé le dossier ; ils peuvent en outre comprendre des heures en soirée ainsi que plusieurs demi-journées prises parmi les samedis, dimanches et jours fériés.

Lorsqu'un registre dématérialisé est mis en place, il est accessible sur internet durant toute la durée de l'enquête.

Publicité de l'enquête :

Article R.123-11

(Modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

I. - Un avis portant les indications mentionnées à l'article R. 123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés. Pour les projets d'importance nationale et les plans et programmes de niveau national, cet avis est, en outre, publié dans deux journaux à diffusion nationale quinze jours au moins avant le début de l'enquête.

II. - L'avis mentionné au I est publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. Si l'autorité compétente ne dispose pas d'un site internet, cet avis est publié, à sa demande, sur le site internet des services de l'Etat dans le département. Dans ce cas, l'autorité compétente transmet l'avis par voie électronique au préfet au moins un mois avant le début de la participation, qui le met en ligne au moins quinze jours avant le début de la participation.

III. - L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête désigne le ou les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé.

Pour les projets, sont au minimum désignées toutes les mairies des communes sur le territoire desquelles se situe le projet ainsi que celles dont le territoire est susceptible d'être affecté par le projet. Pour les plans et programmes de niveau départemental ou régional, sont au minimum désignées les préfectures et sous-préfectures.

Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Lorsque certaines de ces communes sont situées dans un autre département, l'autorité chargée de l'ouverture de l'enquête prend l'accord du préfet de ce département pour cette désignation. Ce dernier fait assurer la publication de l'avis dans ces communes selon les modalités prévues à l'alinéa précédent.

IV. - En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Information des communes :

Article R.123-12

(Modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

Un exemplaire du dossier soumis à enquête est adressé sous format numérique pour information, dès l'ouverture de l'enquête, au maire de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet est situé et dont la mairie n'a pas été désignée comme lieu d'enquête.

Cette formalité est réputée satisfaite lorsque les conseils municipaux concernés ont été consultés en application des réglementations particulières, ou lorsque est communiquée à la commune l'adresse du site internet où l'intégralité du dossier soumis à enquête peut être téléchargé. Un exemplaire du dossier est adressé sous format numérique à chaque commune qui en fait la demande expresse.

Observations, propositions et contre-propositions du public :

Article R.123-13

(Modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

I. - Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à sa disposition dans chaque lieu d'enquête ou sur le registre dématérialisé si celui-ci est mis en place.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R. 123-9 à R. 123-11.

Les observations et propositions du public peuvent également être adressées par voie postale ou par courrier électronique au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

II. - Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites mentionnées au deuxième alinéa du I, sont consultables au

siège de l'enquête. Pour les enquêtes publiques dont l'avis d'ouverture est publié à compter du 1er mars 2018, ces observations et propositions sont consultables sur le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé ou, s'il n'est pas mis en place, sur le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11 dans les meilleurs délais.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Communication de documents à la demande du commissaire enquêteur

Article R.123-14 (modifié par [Décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

Visite des lieux par le commissaire enquêteur :

Article R.123-15 (modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 3](#))

Audition de personnes par le commissaire enquêteur :

Article R.123-16

(modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 3](#))

Dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet, plan ou programme soumis à enquête publique. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête dans son rapport.

Réunion d'information et d'échange avec le public :

Article R.123-17

(Modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

Sans préjudice des cas prévus par des législations particulières, lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet, plan ou programme ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en informe l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête ainsi que le responsable du projet, plan ou programme en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête définit, en concertation avec l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête et le responsable du projet, plan ou programme, les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

En tant que de besoin, la durée de l'enquête peut être prolongée dans les conditions prévues à l'article L. 123-9 pour permettre l'organisation de la réunion publique.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet, plan ou programme, ainsi qu'à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet, plan ou programme sont annexés par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête au rapport d'enquête.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut, aux fins d'établissement de ce compte rendu, procéder à l'enregistrement audio ou vidéo de la réunion d'information et d'échange avec le public. Le début et la fin de tout enregistrement doit être clairement notifié aux personnes présentes. Ces enregistrements sont transmis, exclusivement et sous sa responsabilité, par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête avec son rapport d'enquête à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête.

Les frais d'organisation de la réunion publique sont à la charge du responsable du projet, plan ou programme.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage du projet ou la personne publique responsable du plan ou programme refuserait de participer à une telle réunion ou de prendre en charge les frais liés à son organisation, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait mention dans son rapport.

Clôture de l'enquête :

Article R.123-18

(Modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Lorsque l'enquête publique est prolongée en application de l'article L. 123-9, l'accomplissement des formalités prévues aux deux alinéas précédents est reporté à la clôture de l'enquête ainsi prolongée.

Rapport et conclusions :

Article R.123-19 (modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

Article R.123-20 (modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

Article R.123-21 (modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

Suspension de l'enquête

Article R.123-22 (Modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

Enquête complémentaire :

Article R.123-23 (Modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

Prorogation de la durée de validité d'une enquête publique :

Article R.123-24 (modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 3](#))

Indemnisation du commissaire enquêteur :

Article R.123-25 (modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 3](#))

Article R.123-26 (modifié par [Décret n°2014-1635 du 26 décembre 2014 - art. 4](#))

Article R.123-27 (modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

III- Enquêtes publiques portant sur des projets localisés sur le territoire d'un autre Etat et susceptibles d'avoir en France des incidences notables sur l'environnement (section 3 du chapitre III du titre II du livre Ier (partie réglementaire) du code de l'environnement)

Article R.123-27-1 (créé par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

Article R.123-27-2 (créé par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 1](#))

Article R.123-27-3 (créé par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 1](#))

Article R.123-27-4 (créé par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4](#))

Article R.123-28

Article R.123-29 (modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 1](#))

Article R.123-30

Article R.123-31 (modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 1](#))

Article R.123-32

Article R.123-33 (modifié par [Décret n°2014-1635 du 26 décembre 2014 - art. 4](#))

IV- Servitudes d'utilité publique instituées pour la création, la préservation ou la restauration de certaines zones (sous - section 5 section 3 du chapitre Ier du titre Ier du livre II du code de l'environnement)

Article R.211-96

(modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 5](#))

L'enquête publique préalable à l'instauration des servitudes d'utilité publique prévues à l'article L. 211-12 est effectuée dans les conditions fixées par les articles R. 123-1 à R. 123-27.

Article R.211-97 (modifié par [Décret n°2014-1635 du 26 décembre 2014 - art. 4](#))

Article R.211-98 (modifié par [Décret n°2014-1635 du 26 décembre 2014 - art. 4](#))

Article R.211-99

V- SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (sous - sections 3 et 4 de la section 2 du chapitre II du titre Ier du livre II du code de l'environnement)

Élaboration du schéma :

Article R.212-40 (modifié par [Décret n°2018-847 du 4 octobre 2018 - art. 13](#))

Article R.212-41 (modifié par [Décret n°2007-1213 du 10 août 2007 - art. 1 JORF 14 août 2007](#))

VI- Dispositions applicables aux opérations soumises à autorisation (sous - sections 2 de la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre II du code de l'environnement)

Article R.214-8 (modifié par [Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 3](#))

VII- Instruction de la demande (Sous section 2 du chapitre IV du Titre Ier :Eau et milieu aquatiques et marins du livre II du code de l'environnement)

Article R.214-64 (modifié par [Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 3](#))

Article R.214-64-1 (modifié par [Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 3](#))

Article R.214-64-2 (créé par [Décret n°2007-1872 du 26 décembre 2007 - art. 1](#))

VIII - Opérations déclarées d'intérêt général ou urgentes (section 4 du chapitre IV du Titre Ier :Eau et milieu aquatiques et marins du livre II du code de l'environnement)

Article R.214-89 (modifié par [Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 5](#))

Article R.214-90 (modifié par [Décret n°2008-283 du 25 mars 2008 - art. 3](#))

Article R.214-91 (modifié par Décret n°2008-720 du 21 juillet 2008 - art. 2)
Article R.214-93
Article R.214-94
Article R.214-95 (modifié par Ordonnance n°2010-462 du 6 mai 2010 - art. 1)
Article R.214-99 (modifié par Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 3)
Article R.214-100 (modifié par Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 3)
Article R.214-101 (modifié par Décret n°2007-1760 du 14 décembre 2007 - art. 4)
Article R.214-102 (modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 5)

IX- Réserves naturelles (chapitre II du Titre III du livre III du code de l'environnement)

Procédure de consultation et d'enquête publique pour les réserves naturelles nationales:

Article R.332-2 (modifié par Décret n°2017-244 du 27 février 2017 - art. 13)
Article R.332-3 (modifié par Décret n°2017-244 du 27 février 2017 - art. 13)
Article R.332-5 (modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 6)
Article R.332-6 (modifié par Décret n°2017-244 du 27 février 2017 - art. 15)
Article R.332-7
Article R.332-8

Procédure de consultation et d'enquête publique pour les réserves naturelles régionales:

Article R.332-31 (modifié par Décret n°2017-244 du 27 février 2017 - art. 21)

X- Parcs naturels régionaux

Article R.333-6-1 (modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 6 et modifié par Décret n°2012-83 du 24 janvier 2012 - art. 9)

XI- Parcs naturels marins

Article R.334-29 (modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 6)
Article R.334-30 (modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 6)

XII - Sites inscrits et classés

Article R.341-2 (modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 7)
Article R.341-3 (modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 7)
Article R.341-4 (modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 7)
Article R.341-5 (modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 7)

XIII - Installations soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration

Article R.512-14 (abrogé au 1er mars 2017)
Article R.512-20 (abrogé au 1er mars 2017)
Article R.512-22 (abrogé au 1er mars 2017)
Article R.512-40 (abrogé au 1er mars 2017)
Article R.512-41 (abrogé au 1er mars 2017)
Article R.512-46-10 (modifié par Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 6)
Article R.655-3 (modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 8)

XIV - Dispositions particulières

Article R.515-14 (modifié par Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 6)
Article R.515-44 (modifié par Décret n°2017-780 du 5 mai 2017 - art. 7)

XV - Installations relevant de la défense

Article R.517-3-1 (créé par Décret n°2010-368 du 13 avril 2010 - art. 38)
Article R.517-4 (modifié par Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 6)

**Assainissement
(Code Général des collectivités territoriales)**

Article L.2224-10

(modifié par la Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 240)

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et

de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Article R.2224-8

(modifié par Décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 - art. 9)

L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement.

**Extraits du Code de l'expropriation
pour cause d'utilité publique**

Enquête publique

Article L.110-1

(Créé par Ordonnance n°2014-1345 du 6 novembre 2014)

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique est régie par le présent titre. Toutefois, lorsque la déclaration d'utilité publique porte sur une opération susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L. 123-2 du code de l'environnement, l'enquête qui lui est préalable est régie par les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier de ce code.

Article L.112-1

(Créé par Ordonnance n°2014-1345 du 6 novembre 2014).

Les conclusions du commissaire ou de la commission chargée de l'enquête d'utilité publique sont communiquées, sur leur demande, aux personnes intéressées.

I. Désignation et indemnisation du commissaire enquêteur

Désignation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête

Enquêtes publiques préalables à une déclaration d'utilité publique (Article R.111-1)

Enquêtes publiques relevant de l'article L. 110-2 (Articles R.111-2 à R.111-4)

Indemnisation du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête

Enquêtes publiques préalables à une déclaration d'utilité publique (Article R.111-5)

Enquêtes publiques relevant de l'article L. 110-2 (Articles R.111-6 à R.111-9)

II. Déroulement de l'enquête

Autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête (Articles R.112-1 à R.112-3)

Dossier d'enquête (Articles R.112-4 à R.112-7)

Ouverture de l'enquête (Articles R.112-8 à R.112-16)

Observations formulées au cours de l'enquête (Article R.112-17)

Clôture de l'enquête

Dispositions générales (Articles R.112-18 à R.112-21)

Dispositions particulières (Articles R.112-22 à R.112-23)

Communication des conclusions du commissaire enquêteur (Article R.112-24)

Enquêtes publiques relevant de l'article L. 110-2 (Articles R.112-25 à R.112-27)

**Décret n° 2011-1236 du 4 octobre 2011
modifiant les dispositions de la partie
réglementaire du code de l'environnement
relatives à l'établissement des listes d'aptitude
aux fonctions de commissaire enquêteur**

**Commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux
fonctions de commissaire enquêteur :**

Article R.123-34 (modifié par Décret n°2013-938 du 18 octobre 2013 - art. 1(VDI))

Article D.123-35 (modifié par Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4)

Article D.123-36 (modifié par Décret n°2011-1236 du 4 octobre 2011 - art. 4)

Article D.123-37 (modifié par Décret n°2011-1236 du 4 octobre 2011 - art. 5)

Liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur :

Article D.123-38 (modifié par Décret n°2011-1236 du 4 octobre 2011 - art. 6)

Article D.123-39

Article D.123-40 (modifié par Décret n°2011-1236 du 4 octobre 2011 - art. 7)

Article R.123-41 (créé par Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 4)

Article D.123-42

Article R.123-43

ANIS